

# Brèves de l'ASEAN

Service Economique Régional de Singapour



Le Chef du Service économique régional pour l'ASEAN

A Singapour, le 27 octobre 2017

Rédigé par : Pôle macroéconomique

Contributions : SE de Bangkok, SE d'Hanoï, SE de Jakarta, SE de Kuala Lumpur, SE de Manille, SE de Rangoun, SE de Phnom Penh et Antenne de Vientiane

**Objet :** Brèves de l'ASEAN semaine 43 (année 2017)

## FAITS SAILLANTS

- ▶ **Signature d'un accord fintech entre Singapour et Hong Kong**
- ▶ **Hausse des créances douteuses en Thaïlande**
- ▶ **Accord du Parlement indonésien pour la ratification du TFA de l'OMC**

## INDICATEURS CONJONCTURELS

Pays	Indicateur	Période	Valeur/ variation	/Période précédente	Commentaires
Malaisie	Inflation	Septembre	+4,3%	↑ +3,7% en g.a.	L'inflation a été particulièrement tirée par la hausse des prix des transports (+15,8%) et de l'alimentation (+4,6%). L'inflation sous-jacente s'est élevée à 2,4%. Sur les trois premiers trimestres de 2017, l'inflation s'est établie à 4,0%.

Notes : les données commerciales sont libellées en USD et les calculs de variations sont effectués dans cette devise ; le glissement annuel est noté g.a ; les flèches indiquent le sens de la variation par rapport à l'indicateur du mois ou du trimestre précédent.

## REGION

- **A l'occasion de l'International Energy Week à Singapour, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié un rapport sur l'énergie en Asie du Sud-Est.** Il estime que la demande en énergie augmentera de deux tiers en Asie du Sud-Est d'ici 2040, soit 10% de la croissance de la demande mondiale en énergie, alors que l'économie de la région devrait tripler et la population croître d'environ 20%. Sur la base des tendances actuelles et des engagements pris par les pays de la région, le charbon devrait compter pour 40% de la croissance de l'offre et la demande en pétrole devrait croître de 40%, portée par l'augmentation du parc automobile (+2/3, pour atteindre un total de 62 millions de véhicules). Les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à l'énergie pourraient ainsi croître de 75% d'ici 2040. L'AIE souligne qu'il existe des alternatives, plus cohérentes avec l'Accord de Paris sur le climat, qui pour des investissements à peu près équivalents (2 900 Mds USD contre 2 700 Mds USD), permettraient de réduire de 50% les émissions de GES par rapport au scénario précédent et de réduire les importations de gaz et de pétrole de 180 Mds USD d'ici 2040.
- **A l'occasion de l'International Energy Week, EDF a signé un accord avec l'université singapourienne NTU pour participer au projet REIDS.** Ce projet, auquel participent vise à développer des technologies pour faciliter l'accès à l'électricité des zones isolées non

Ambassade de France  
101-103 Cluny Park Road  
259595 Singapour  
Singapour

Tél. : +65 6880 7878 - <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/singapour>

connectées d'Asie du Sud-Est, en intégrant un ensemble varié de sources d'énergies, notamment renouvelables, et de systèmes de stockage. Plus de 65 millions d'habitants de la région n'ont pas accès à l'électricité.

## SINGAPOUR

- **La MAS a signé un accord de coopération en matière de Fintech avec son homologue de Hong-Kong.** Les deux autorités monétaires échangeront notamment des informations sur les tendances en matière d'innovation financière et collaboreront sur des projets innovants, dont un projet utilisant la technologie DLT (*distributed ledger technology*) qui a déjà fait l'objet d'une annonce. Davantage de détails seront communiqués en novembre.
- **L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé de nouvelles mesures visant à simplifier le cadre réglementaire des fonds de capital-risque.** Cela aura notamment pour conséquence une réduction de la durée du processus d'autorisation des nouveaux fonds. Une consultation publique sur le sujet avait été lancée par la MAS en février dernier, à la suite des recommandations du *Committee for the Future Economy* de développer un écosystème de startups innovantes en leur donnant accès à des capitaux de long terme.
- **L'entreprise singapourienne Sea, spécialisée dans les jeux vidéo et le commerce en ligne, a levé 884 M USD lors de son introduction en bourse à New York.** Sea, dont le capital est détenu à près de 40% par le géant chinois Tencent, avait déjà été valorisée 3,8 Mds USD lors de sa levée de fonds précédente en 2016. En parallèle, l'entreprise fait l'objet d'une enquête à Taïwan sur ses liens avec Tencent qui n'auraient pas été déclarés aux autorités selon la procédure en vigueur. Taïwan représente près d'un tiers du chiffre d'affaires de Sea, qui est présent *via* sa plateforme de jeux vidéo Garena et son site de e-commerce Shopee.
- **L'agence des transports terrestres (LTA) a annoncé que le parc automobile ne serait plus autorisé à croître à partir de février 2018.** Depuis 1990, afin de limiter la circulation routière, les autorités singapouriennes mettent aux enchères deux fois par mois un nombre limité d'autorisations de circuler valables 10 ans. Cette décision intervient alors que les autorités visent à faire de Singapour une *car-lite society* et que la croissance autorisée du parc a déjà été fortement réduite, passant de 3%/an jusqu'en 2009 à 0,25%/an récemment et 0 à partir de 2018. En parallèle, plus de 20 Mds USD seront alloués durant les cinq prochaines années au développement et à l'amélioration des transports publics (métro et bus).

## THAÏLANDE

- **Le résultat net de 11 banques thaïlandaises cotées à la bourse de Bangkok (SET) se contracte de 8,8% en moyenne au troisième trimestre (en g.a.), notamment en raison d'une hausse des provisions pour créances douteuses.** En particulier, cinq banques enregistrent un ratio de créances douteuses (NPL) en augmentation, dont la deuxième banque du pays, Krungthai Bank (KTB). Trois de ces banques ont un ratio supérieur à 4% : CIMBT (5,7% en septembre, contre 6,1% en décembre 2016), KK (5,6%, stable) et KTB (4,5%, contre 4,0%). Le comité de politique monétaire de la Banque centrale thaïlandaise avait exprimé le mois dernier des inquiétudes sur la hausse des créances douteuses à court terme, en particulier en provenance des PME. Pour mémoire, le taux de NPL du secteur bancaire (y compris les banques non cotées) était de 2,95% fin juin, selon la Banque centrale.
- **Les autorités thaïlandaises pourraient autoriser deux entreprises de pays voisins à émettre des obligations libellées en baht pour un montant de 50 Mds baht (1,5 Md USD).** Les émetteurs ne pourront utiliser les sommes levées que pour des transactions en Thaïlande et pour conversion sur le marché *onshore*. Une autorisation similaire avait été accordée par les autorités thaïlandaises au gouvernement laotien ainsi qu'à l'entreprise de gestion du barrage hydroélectrique, Nam Ngun II (Laos). Le gouvernement thaïlandais a signalé récemment son intention de promouvoir une plus grande internationalisation du baht dans la région voisine (Cambodge, Laos, Birmanie, Vietnam).

## INDONESIE

- **Le Parlement a voté la ratification de l'accord sur la facilitation du commerce (TFA) de l'OMC qui avait résulté des négociations de Bali en 2013.** L'accord prévoit une simplification et une harmonisation des procédures d'importation et d'exportation, ainsi qu'un mécanisme de coordination des services douaniers. L'Indonésie est le dernier pays d'ASEAN à rejoindre l'accord.
- **Le parlement indonésien a approuvé le budget pour 2018 avec des dépenses en hausse de 4% à 164 Mds USD et des recettes également en hausse de 9% à 140,3 Mds USD.** Le déficit public devrait ainsi s'établir à 2,2% du PIB l'année prochaine, contre 2,9% budgété pour 2017. Contrairement aux précédents budgets, les augmentations de dépenses bénéficient principalement aux administrations centrales (+6%) tandis que les transferts aux régions restent nominalement stables. Le budget prévoit une croissance économique de 5,4% en 2018.
- **La Banque centrale a annoncé la mise en place d'une offre de swap de change en euro, afin de diversifier les instruments de couverture à la disposition des établissements de la place.** L'institution a lancé une offre comparable en yen au mois de juillet et a annoncé vouloir fournir un swap en renminbi dans les prochains mois. Historiquement, la Banque centrale n'offrait cette facilité que pour le dollar américain. L'offre de swap devrait aider à soutenir des investissements et des échanges internationaux qui se diversifient géographiquement.
- **Le gouvernement a présenté un projet de prolongement de 63 km de la ligne à grande vitesse jusqu'au nouvel aéroport international de Kertajati (Java Ouest), actuellement en construction.** Le Ministre des Transports a demandé au consortium sino-indonésien auquel a été attribuée la ligne de trouver un investisseur supplémentaire et a déclaré que « idéalement, il faudrait un nouvel investisseur chinois ». Le projet hors extension représente un investissement de 5,9 Mds USD, dont 75% est assumé par la *China Development Bank*.

## MALAISIE

- **La retenue à la source (*withholding tax*) de 10% appliquée depuis le 17 janvier 2017 sur le paiement des non-résidents pour des services techniques et d'assistance rendus en dehors de Malaisie (*offshore*) fait de nouveau l'objet d'une exemption,** à la suite d'une ordonnance du ministère malaisien des Finances. Le sujet avait fortement mobilisé les entreprises, notamment étrangères. L'ordonnance est applicable à compter du 6 septembre 2017.
- **La Malaisie n'hésitera pas à contester auprès de l'Organisation mondiale du commerce les potentielles mesures d'interdiction d'importation d'huile de palme (notamment pour les biocarburants) par des pays de l'Union européenne** a déclaré le Ministre des Industries de plantation et des produits. Il évoquera le sujet lors de sa rencontre avec les autorités indonésiennes début novembre pour discuter de la campagne croissante contre l'huile de palme dans l'UE. La Malaisie est le deuxième exportateur mondial d'huile de palme après l'Indonésie et les deux pays représentent environ 85% de la production mondiale. L'UE est la deuxième destination des exportations de l'huile de palme de Malaisie après l'Inde.
- **Le Ministre de l'Energie a annoncé l'octroi de licences pour des projets dans le secteur de l'énergie solaire correspondant à une capacité de production totale de 400 MW.** Le déploiement est prévu pour 2018 et 2019.

## CAMBODGE

- **L'unité anti-corruption du gouvernement (ACU) lance une campagne de 15 mois destinée à lutter contre le blanchiment d'argent au Cambodge, avec l'appui du Groupe d'action financière (GAFI).** Lors d'une conférence de trois jours dédiée au sujet et soutenue par la Banque mondiale, l'ACU a souligné les enjeux liés à la possible sortie du Cambodge de

la liste verte du groupe Asie Pacifique sur le blanchiment d'argent (GAP) du GAFI. Le GAP examinera la situation du Cambodge sur la base de rapports trimestriels transmis par l'ACU.

## VIETNAM

- **L'Union européenne a adressé un « carton jaune » au Vietnam au sujet de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (*Illegal, Unreported and Unregulated, IUU*),** à partir du 23 octobre pour 6 mois. Cela signifie que la Commission européenne pourrait, dans le cas où Hanoi ne durcirait pas ses politiques de lutte contre la pêche IUU, interdire les importations de produits halieutiques vietnamiens à l'issue de cette période. En 2016, il s'agissait du premier poste agricole à l'export du Vietnam, avec plus de 7 Mds USD de marchandises vendues, et du premier poste d'importation agricole de la France (137 M EUR) et de l'UE (1,2 Md USD).
- **Samsung Electronics a annoncé son intention d'augmenter le nombre de ses fournisseurs vietnamiens de composants de smartphones d'ici à 2020.** L'entreprise coréenne se fournissait à hauteur de 57% localement en 2016, contre seulement 35% en 2014. Pour rappel, 30% des téléphones de Samsung sont produits au Vietnam, à Bac Ninh et Thai Nguyen.
- **Le gouvernement a approuvé le plan de restructuration d'entreprises militaires d'ici 2019.** Parmi l'ensemble de celles-ci, 23 seront ouvertes à des prises de participations tandis que 17 sont de défense nationale et resteront exclusivement dans le giron étatique. Ce désinvestissement public pour lequel l'Etat restera actionnaire majoritaire concerne en particulier *Northeast Corporation* (mine), *Mipec* (pétrole et immobilier), *Tecapro* (TIC) ou *Airport Construction Corporation*.

## PHILIPPINES

- **L'interdiction de l'exploitation des mines à ciel ouvert aux Philippines devrait bientôt être levée** suite à la recommandation du Conseil de coordination de l'industrie minière (MICC) et l'accord du Ministre de l'Environnement. L'ancienne ministre de l'Environnement, Mme Lopez, avait suscité de vives réactions début 2017 en ordonnant la fermeture de 22 mines et la suspension de 75 contrats miniers pour des raisons de non-conformité aux critères environnementaux et sociaux.
- **Le gouvernement a enregistré un déficit budgétaire de 712 M USD en septembre** (-51% en g.a. Le déficit budgétaire sur les 9 premiers mois (4,1 Mds USD) est stable par rapport à la même période en 2016, mais 4% inférieur à l'objectif de 4,25 Mds USD. Cela s'explique par une moindre hausse des dépenses (+8% sur les neuf premiers mois de l'année, contre un objectif de 15%) par rapport à la hausse des revenus (+9%), résultant des faibles capacités de l'administration à exécuter la dépense.

## BIRMANIE

- **La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) France-Birmanie a annoncé l'ouverture d'une branche à Mandalay.** Selon la CCI, la seconde ville de Birmanie attire de plus en plus d'investisseurs et d'entrepreneurs étrangers qui en font leur base pour rayonner dans le Nord du pays. La France sera le premier pays européen à y établir une chambre de commerce.

## LAOS

- **La Banque mondiale et la banque thaïlandaise TMB s'associent pour fournir 9,1 M USD de capitaux à destination des PME laotiennes.** La Banque laotienne ACLEDA recevra ce prêt thaïlandais libellé en monnaie locale et garantie par l'IFC (groupe Banque mondiale) et participera ainsi au financement de projets portés notamment par des entrepreneuses. Au Laos, 63% de la main-d'œuvre est employée par des PME.